

Chronique des matières premières

Les cotonniers africains sur le qui-vive refusent d'être déclassés

Le commerce du coton africain va-t-il devenir de plus en plus compliqué ? C'est ce que craignent les représentants de la filière. Dans une lettre ouverte, l'association cotonnière africaine (ACA) relaie une inquiétude de l'Association internationale du coton (ICA).



Un homme travaillant à la récolte du coton en Côte d'Ivoire en 2023. © Staff / REUTERS

L'inquiétude du secteur est de voir les importations de fibre de coton être limitées dans l'[Union européenne](#) d'ici 2030 pour des questions de durabilité et de traçabilité. La filière africaine craint de ne pas pouvoir répondre à toutes les exigences d'une éventuelle réglementation en la matière et a peur de voir son coton délaissé, malgré les investissements déjà consentis.

L'Union européenne est effectivement engagée dans une démarche pour rendre la mode et le textile plus écologique, mais [elle a démenti](#) que de tels objectifs existaient dans sa législation sur l'économie circulaire. Cela ne suffit pas à rassurer le secteur. D'où cette lettre ouverte du président de l'ACA au commissaire européen à l'Agriculture pour défendre leurs spécificités du coton africain.

Le coton n'a pas bonne presse

À Bruxelles, le lobby des fibres synthétiques sort pour l'instant vainqueur d'un classement élaboré par l'UE qui évalue l'empreinte environnementale des produits. Au vu des critères pris en compte, ce classement PEF (Product Environmental Footprint), appliqué aux textiles, note beaucoup mieux les polyester que le coton, ou la laine, dernière du classement, comme si le synthétique était meilleur pour la planète.

Pour défendre leurs intérêts, plusieurs organisations ont créé un label [Make the label count](#), « Faisons en sorte que le label soit efficace ». L'objectif est de convaincre l'UE de se baser sur une méthodologie qui soit plus complète et qui prenne en compte, par exemple, l'impact d'un textile sur la pollution par micro-plastiques.

Un collectif pour défendre les fibres naturelles

L'association cotonnière africaine n'en fait pas partie, mais a décidé de rejoindre ce collectif. Elle tient aussi à rappeler qu'elle est déjà engagée dans la création d'une filière intégrée pour que le coton qu'elle produit soit filé et tissé sur place, et qu'il ne fasse plus le tour du monde avant de revenir sous forme de T-shirt. 95 % du coton africain est aujourd'hui exporté sous forme de fibres brutes.

Plus largement, la lettre ouverte de l'ACA reflète les craintes de la filière d'être mise de côté dans un monde en pleine mutation.

À lire aussi [L'association des producteurs de coton africains élaborent leur feuille de route à Garoua](#)

Donald Trump a bouleversé les équilibres

Jusqu'à ces derniers mois, huit balles de coton africain sur dix partaient en Asie, essentiellement au [Bangladesh](#), au [Pakistan](#) et au [Vietnam](#). Mais ces pays sont en train de se laisser un à un convaincre d'acheter plus de coton américain, en échange d'un allègement des taxes douanières qui leur sont imposées par l'administration Trump.

L'autre handicap est lié à la demande américaine en textile, qui est morose et suspendue à l'évolution de la politique commerciale nationale. Les clients américains des filatures asiatiques ne confirment plus leurs commandes, les achats de coton s'en ressentent et les volumes prêts à quitter le continent ne sont pas embarqués. « *Ce qui alimente la crainte de voir la nouvelle récolte se heurter aux stocks de l'ancienne production invendue* », ajoute Kassoum Kone, président de l'ACA.